

UN ART DES CENTRES ET DES BANLIEUES

Mon point de vue sur l'espace public s'est forgé au contact d'une pratique professionnelle émergente, appelée développement social des quartiers. Dans les banlieues aujourd'hui la présence de l'autre, de l'étranger, dans l'espace public, principalement la rue et l'école, n'est pas tolérée par tous, alors que le cosmopolitisme caractérise la grande ville depuis toujours. L'état de l'espace public dans ces quartiers périphériques invite avec insistance le pouvoir, mais aussi chaque citoyen, à choisir entre la conservation de l'identité nationale ou la conjugaison de la citoyenneté avec la multiplicité des communautés. Certains revendiquent le retour à la pureté ethnique, seule à même à leurs yeux de garantir le calme social, tandis que d'autres se réjouissent de la perspective de s'enrichir grâce au métissage culturel. Peut-on dire qu'à une échelle locale, sur des segments de vie définis, à un niveau intermédiaire entre celui de l'individu et celui de l'Etat-nation, une pratique expérimentale puisse faire de la diversité ethnique une ressource économique et culturelle, raisonnée en commun? Cette notion d'espace intermédiaire est essentielle : un plan de composition des identités, accessible à tous, doit être dégagé de la fonction de représentation homogénéisante de l'individu, propre au modèle de l'élu, du député, qui a servi de vecteur constitutif à l'Etat-nation, un Etat rural plus qu'urbain, une patrie de paysans-soldats.

L'état de l'espace public ne constitue pas une donnée. Si l'espace public s'institue comme lieu de l'agir en commun, le commun qu'il met en scène reste à géométrie variable. Dès lors qu'il s'agit de faire la guerre, de ce commun l'étranger est banni ; mais en temps de paix reste à définir

ce commun sur lequel le débat s'acharne, passant subrepticement du commun au pareil, puis au même, pour finir par se consacrer à la codification du comportement du citoyen normal.

L'étrangeté, ainsi bannie de la citoyenneté, hante l'espace public urbain, et l'habite comme citadinité, une étrangeté que l'histoire a sortie de la barbarie, et divisée en identités multiples. La communauté ne dresse pas seule sa lumière face aux ténèbres ; le monde est fait de peuples tous égaux en droits qui composent des formations historiques nationales, égales aussi en théorie. Comment user de la référence grecque, de la lumière mythique de la démocratie, pour éclairer ces multiples situations où la pureté originelle n'est plus de mise ?

Une communauté de communautés

Dans les banlieues, la communauté ne se parle pas au singulier mais au pluriel. Plusieurs communautés sont en présence, qui se dénie spontanément à chacune le droit de marquer visiblement leur territoire commun. Accepter ces marques serait en effet acquiescer à l'appartenance à une communauté autrement constituée, s'engager dans l'apprentissage d'une nouvelle culture. S'agit-il de la culture de l'autre et l'apprentissage signifierait reddition, ou de la construction d'une nouvelle culture composite à inventer ? Chaque citoyen est-il appelé par la multiethnicité à devenir créateur culturel ? Déjà une culture métissée se consomme massivement dans les médias ; mais lorsqu'elle ne suscite que réactions passives d'approbation ou de rejet, elle demeure une culture de division, génératrice de micro-espaces publics porteurs de leurs dénominations communes propres.

Une fiction de communauté existe le plus souvent : la municipalité représente l'espace public local à la fois par ses délibérations et par ses aménagements ; des associations mettent en scène les fragments de la communauté et la paix civile se maintient au fil des micronégociations gérées au jour le jour, ou même au détour d'un grand projet. C'est la gestion notabiliaire.

Parfois les marges de cet espace public local enflent jusqu'à le rendre impuissant. Il n'oblige que ceux qui y participent, ceux que la communauté nationale reconnaît par le droit et par l'estime. La nationalité française n'est un droit réalisé, lorsque son acquisition effective est suspectée à tout moment. Les cités à problèmes n'appartiennent pas à l'espace public français normal, et elles n'y sont pas directement assimilables. Pourtant la paix civile peut y être instaurée, un espace public y être institué, qui rende possible la gestion en commun de l'habiter des uns et des autres. C'est le pari des professionnels du développement social des quartiers.

Des expériences locales

Soit une cité perdue des quartiers nord de Marseille. Construite pour loger les *rapatriés* d'Algérie, elle s'est spécialisée peu à peu dans l'accueil des familles plutôt grandes aux noms à consonances maghrébine, gitane, italienne, grecque, turque... Dès le milieu des années 70, la

mairie a eu conscience de ne plus contrôler la situation. Les seules familles à vouloir emménager là étaient amies ou parentes de celles qui y étaient déjà. Or ces dernières ne s'aimaient pas et les récriminations s'accumulaient, faisant souvent grief des différences ethniques pour exprimer un mal-être plus général et somme toute banal.

Un peu par hasard la mairie a confié alors une mission aux contours mal définis à une équipe qu'inspiraient les principes de la psychothérapie institutionnelle. Si le problème n'est pas d'enfermer la folie mais de se donner les moyens de vivre avec les fous, peut-on en déduire que le problème n'est pas de renvoyer les immigrés, mais de construire un espace où vivre ensemble, et ce au quotidien, concrètement ? Il ne s'agit pas de dégager les traits communs à leur espace mental et au nôtre à partir d'une comparaison entre les grandes civilisations, mais de donner corps à un espace pratique, celui de la cité ; c'est d'une pratique de réhabilitation qu'on débat en commun, d'objets tangibles dont la transformation physique administrera la preuve de la présence de cette réalité impalpable qu'est un espace public actif.

Discuter avec des habitants de la réhabilitation de leur logement, leur témoigner de la considération en réalisant cette réhabilitation à la carte, cela prend du temps, et demande un certain sens de la négociation dès lors que le budget est limité. Choisir, en revanche, quelle allure va avoir la cité réhabilitée, à quel espace imaginaire elle va renvoyer, demande davantage de doigté : les habitants veulent-ils tous de la même image publique de leur habitat, alors qu'ils sont par ailleurs si divisés quant aux manières de vivre ?

Chose étrange, dans leurs conversations privées avec sociologues et architectes, les habitants réclament tous la même chose : « *amenez-nous ici la Méditerranée* ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Comment concrétiser cette référence commune omniprésente ? Une expérience originale est alors réalisée : un photographe est invité à faire le portrait de chaque famille de la cité dans son intérieur, mis en scène par elle-même, dans le décor qu'elle souhaite rendre public aux autres habitants. Et chaque famille s'installe dans son décor favori et quotidien : murs entiers recouverts de papiers peints représentant une mer bleue bordée par des palmiers et du sable blanc, trophées de chasse et tapisseries montrant des animaux dans la forêt, bibelots divers évoquant les pourtours de la Méditerranée. Une exposition des 350 photos est organisée en pied d'immeuble et chacun constate à quel point son espace imaginaire est semblable à celui du voisin, pourtant d'un groupe ethnique différent. Le commun n'est plus l'apanage des intervenants professionnels et des notables locaux, il n'est plus imposé de l'extérieur mais est rendu directement accessible à tous. Et ce commun est à la fois de racines et d'avenir, il borde l'ensemble de l'espace fantasmatique. La cité est enfin constituée comme communauté ; elle est, au delà de la matérialité constituée par ses murs, un groupe, un sujet collectif, en charge du projet partagé par les uns et les autres de devenir méditerranéens.

La pratique habituelle des organismes de logement social est d'octroyer un espace extérieur commun à l'ensemble des habitants d'une cité, pour éviter les appropriations individuelles, les détournements qui interdiraient la mise en œuvre de la devise « *liberté, égalité, fraternité* », constitutive de l'espace politique français. Dans cette cité marseillaise une dizaine de familles

avaient créé leurs petits jardins potagers dans ces espaces extérieurs, qui pour être à tous n'auraient dû être à personne. La réhabilitation se devait de « paysager » ces espaces pour les dépersonnaliser. Il fallait substituer à l'appropriation réelle par quelques uns l'appropriation fictive par tous.

Mais l'enjeu sur lequel s'était publiquement constituée l'équipe d'intervenants, à savoir la participation des habitants, lui imposait de prendre langue avec les uns et les autres pour définir les modalités de cette opération. Les jardins ouvriers furent massivement légitimés et l'équipe de réhabilitation priée d'aménager aux jardiniers des communications directes avec leurs logements. En échange, les anciens fauteurs, devenus auteurs, de jardins furent priés de se préoccuper, quasi contractuellement, de l'entretien général de leurs cages d'escalier respectives. Leur supplément de compétence reconnu devait être mis au service de tous, publicisé et approprié, pour devenir trait de singularité propre à cet espace public local. C'est ainsi que les Gitans purent également convertir leur passion pour le déménagement à finalité illicite en compétence technique au service des opérations tiroirs, nécessitées par la réhabilitation. Les habitants de la cité purent constater qu'ils savaient ranger leur réputation de voleurs au magasin des accessoires, dès lors que leur droit à participer à part entière à l'espace public local était en cause.

La visibilité du particulier

Cette cité fut ainsi le théâtre d'une accumulation de micro-expériences toutes orientées vers la constitution et l'entretien d'un espace public local, fragile parce que mal relayé par les pratiques représentatives. L'ouverture de la mosquée est un des épisodes les plus significatifs. Alors que la réhabilitation va déjà bon train, plusieurs personnes font remarquer que la pratique de la prière en plein air par les musulmans stigmatise encore cet espace aux yeux du tout venant. Les musulmans eux-mêmes ne se satisfont pas d'étaler ainsi aux yeux de tous ce qui, du point de vue religieux lui-même, doit rester caché, propre aux hommes concernés. Peut-on consacrer un des appartements vacants de la cité à l'accueil d'une mosquée ? Le problème n'est pas technique mais politique : cette demande peut être interprétée comme une absorption de l'espace de la cité par l'espace musulman, sauf à créer immédiatement et abstraitement des lieux de prière pour les autres confessions. Comment intégrer cette question de la religion dans la dynamique de l'espace public ? Comment signifier que l'ouverture d'un lieu de prière pour les musulmans n'est pas un privilège exorbitant, mais le début d'une nouvelle histoire pour tous les habitants ? Les professionnels ont donné leur accord pour la transformation d'un appartement en mosquée à la condition que cette ouverture d'un lieu de prière fasse l'objet d'une présentation publique au reste de la communauté non concernée, à la condition que les non musulmans puissent exprimer publiquement leur point de vue sur cette innovation. La petite communauté

musulmane locale a imaginé pour cela un procédé fort simple : elle a fait filmer la première séance de prières en vidéo et répondu aux questions des personnes intéressées au cours d'une assemblée générale ouverte à toute la cité. Ainsi la mosquée a pu appartenir à l'espace public local, à l'espace connu en commun, tout en n'étant fréquentée que par les musulmans. Ainsi a-t-elle pu être le signe tangible de la présence de la communauté musulmane, sans devenir pour autant symptôme d'une appropriation illégitime.

Un espace accessible à tous

Cet espace public local constitué de ceux qui parlent, de ceux qui comptent, dans le quartier, ne se forme pas selon les règles de la représentation. Il n'est pas homothétique à l'espace social du quartier, et les différents problèmes n'y ont pas le même poids. Il est soumis plutôt à des règles de pertinence, d'insistance et d'urgence. Mais il ne souffre pas d'exclusion, sauf à se disqualifier, à perdre son efficacité, à voir resurgir la récrimination.

C'est ainsi que dans un quartier de Roubaix, bien connu pour son expérience de participation des habitants, l'emménagement des nouveaux habitants après rénovation prit l'allure d'une catastrophe. Ce quartier où il avait toujours été parlé en français, abritait maintenant pour moitié des familles maghrébines, dont la venue massive pour occuper les nouveaux appartements programmés par la réhabilitation, et profilés selon les besoins des Français, n'avait nullement été pressentie. Comment donner aux femmes maghrébines un lieu de parole aussi proche de leurs propres traditions que les réunions le sont pour les femmes françaises habituées du militantisme associatif? Les femmes maghrébines ne sortent pas en public le soir, mais s'expriment au cours de veillées familiales, où dans la foulée des contes traditionnels s'égrènent des anecdotes constitutives d'une parole sur le quartier. Cette parole a été systématiquement recueillie et publiée, comme message de ces femmes, et par leur intermédiaire, message de leur communauté, à la société française. La remise à niveau de la communauté maghrébine dans l'espace public local s'est traduite aussi par l'apparition d'artisanats traditionnels, et la réémergence d'une activité économique des femmes dans l'habitat.

La mise en scène de la pluralité

Sur l'espace public, s'affirment donc des communautés, multiples, repérées d'abord par le regard des autres, et invitées à la dispersion. Si les supports d'une cohabitation existent, sans lesquels on n'en relèverait même pas la trace, les mettre à nu et les rendre visibles pour en faire

les matériaux de la construction communautaire, exige une attention minutieuse aux inscriptions des pratiques dans l'imaginaire local, une sensibilité aiguë aux mécanismes de production des images publiques.

Cette sensibilité, cette capacité de mise en scène d'une pluralité de rationalités, ne se confond pas avec ce qu'on appelle la participation des habitants, fantasme d'intégration à la logique dominante, tenue en échec par la diversité des références auxquelles elle se confronte. Recueillir la parole des habitants sur un projet ne suffit pas à instituer une nouvelle communauté incluant les précédentes tout en les respectant. La négation des origines, leur refoulement manifeste, en même temps que leur rappel répressif à l'occasion, déchaînent leur expression violente, loin de produire la citoyenneté apaisée attendue des politiques urbaines. Dans les banlieues la citoyenneté excède la citoyenneté. Lorsque le commun, vécu différemment par les uns et les autres, submerge le commun pensé, les espaces publics de référence sont à réinstaurer. Il s'agit au premier degré de faire fonctionner un lieu où explorer cette zone trouble où l'expérience se recouvre d'une multiplicité de significations selon le point de vue qu'on adopte : un lieu qu'on fréquenterait avec les mêmes attendus qu'un divan de psychanalyste, mais dans des conditions socio-économiques propres aux quartiers défavorisés. C'est d'ailleurs la principale limite d'un tel espace public, impropre à mettre en scène des groupes sociaux réellement nouveaux, qui réuniraient ceux que la société sépare.

C'est au fond un moindre mal que pratiquent ces groupes professionnels qui cherchent à provoquer la conscientisation des habitants, à ouvrir des espaces de parole où puissent s'esquisser des trajectoires individuelles. Même s'il n'atteint pas la politique, l'espace public local donne à ses participants des atouts complémentaires dans le jeu de l'individuation ; par la mise en résonance de plusieurs champs communautaires distincts, la mise en perspective des problèmes à plusieurs échelles institutionnelles, chacun peut s'approprier à sa manière la diversité ambiante, être du groupe tout en y développant un point de vue original.

Le commun du groupe, son objet de parole, à la fois prétexte et produit, doit être concret, susceptible de condenser ponctuellement, et de manière visible, la pluralité des points de vue, tout en la confrontant à la nécessité de la prise de décision, de la formation d'une opinion commune ou du moins majoritaire. Tout objet partageable, transférable publiquement des uns aux autres peut servir de « furet » à l'espace public. L'espace public fonctionne en effet avec le commerce et l'échange. Le dynamisme de l'espace public se développe parallèlement à celui du marché, comme à celui de toute institution organisant la rencontre entre des personnes concrètes de manière intrinsèque à son fonctionnement.

Un espace de raccords

L'espace public ne se légitime pas dans l'identité, dans quelque trait qu'auraient en commun ses membres. L'espace public est projet, récréation même partielle. Il se nourrit de la différenciation mise en jeu dans le maniement d'une règle commune. Il ne représente pas la

communauté, car la communauté qu'il produit n'a pas d'antériorité sur lui, et peut être de circonstance. Cette nouvelle communauté s'expérimente dans l'exercice de la règle, le commerce quotidien de ceux qui ont choisi la même. Cette communauté d'égaux qui surgit sur l'espace public fait normalement défaut, et n'est en aucun cas identifiable aux communautés hiérarchisées qu'on rencontre notamment dans les minorités ethniques, ou les partis politiques. Mais dès qu'à la sérialité se superpose une parole instituante, si faible qu'en soit l'enjeu, un peu d'espace public, un peu de sujet collectif se constitue, un embryon de communauté démocratique apparaît. C'est ainsi que la file d'attente soviétique, avec toutes les pratiques d'entraide au sein de la compétition qu'elle exige, peut être considérée comme un espace public minimal, un moment d'auto-organisation collective de la population : les tours se gardent, s'échangent, se vendent : la file prend collectivement des décisions ; elle connaît aussi, bien sûr, des resquilleurs. Et chaque jour la file a une histoire différente qui se colporte et informe les autres.

L'espace public ne présuppose pas un accord, comme l'implique la théorie de la représentation, il se propose de faire un raccord. Le premier souverain français à s'occuper d'urbanisme, Henri IV, est préoccupé d'unir catholiques et protestants. Pour capter leurs regards et leurs énergies et les orienter dans la même direction, il suit de près les recherches géométriques de son temps, et organise l'espace en vastes perspectives, développe des promenades urbaines, fait traverser les villes par des routes royales. De même la cour de Louis XIV, unique espace de la formation publique du goût à l'époque, rassemble aristocrates et roturiers fortunés, abolit l'un des clivages sociaux pourtant les plus inscrits dans les mœurs de la société civile. Tous les rites de cet espace privilégié mélangent savamment ceux que la société ordinaire maintient séparés. Ainsi se constitue une caste, tout à la fois élite et force de changement. A la cour s'élaborent les normes nouvelles en même temps que s'impose le respect des anciennes.

Dans les salons français du XVIII^e siècle, décrits par Jürgen Habermas, l'opinion publique, qui se forme notamment par la discussion des œuvres littéraires en cours de rédaction, transcende également les barrières sociales, et préfigure l'abolition des ordres par la révolution. La distance à soi acquise par l'exercice de la critique, permet à une communauté nouvelle de se former et de se penser comme raisonnable parce que raisonnante. La pratique commune ici est toute intellectuelle, puisqu'elle consiste à se détacher de son point de vue propre pour adopter celui, tout neuf à l'époque, de l'homme en général. Mise en jeu dans une pratique sociale, mondaine, cette activité d'abstraction s'objective, et se soumet au point de vue des autres. Certes les conditions d'exercice d'une telle pratique commune sont strictes ; il y faut au moins fortune et culture. Mais ces conditions sont réunies également par d'autres qui ne possèdent pas pour autant cet enthousiasme fondateur.

L'espace public est une pratique élective, une matière à option. Sa pratique est une pratique de distinction, d'affirmation de soi dans un champ où les repères ne sont pas encore constitués, mais vont émerger. Pour être au centre, il faut courir d'abord le risque de se voir ensuite laisser à l'écart ; c'est un peu cette fonction instituante que jouent dans les quartiers

défavorisés les professionnels soucieux d'espace public. Le risque de la mise à l'écart est dans leur cas une certitude, faute de la dynamique sociale et politique qui donnerait une perspective historique à leurs tentatives. Celles-ci se résument-elles pour autant à affirmer que de l'humanité existe toujours là aussi? Leur démarche peut-elle être ramenée seulement à un point de vue d'anthropologue? Etudier l'homme ou chercher ce qu'il en est de la république s'apparentent dans le même désaisissement de soi.

L'école de Jules Ferry, autre espace public prototypique, dut son efficacité sociale et politique au regroupement en son sein des enfants pauvres et des enfants riches. Jusque là l'école était obligatoire pour les enfants des pauvres secourus et pour les futurs ouvriers jusqu'à treize ans; l'enseignement était dispensé dans des écoles communales que, depuis 1835, les communes étaient tenues d'établir. Du côté des enfants riches la démarche d'apprentissage était libre, généralement confiée par les parents aux bons soins de précepteurs ou des congrégations religieuses. Pour convaincre les parents de la bourgeoisie petite et moyenne de délaissier l'école privée, et de faire de leurs enfants les locomotives de l'école publique, Jules Ferry invente l'architecture scolaire en majesté, en s'inspirant des recherches entreprises par les professionnels depuis une vingtaine d'années. Et il garantit la qualité des maîtres comme son prédécesseur Guizot par leur formation dans des « Ecoles normales » où la pédagogie modèle, normale, n'est autre que celle inventée par les ordres religieux! Ainsi pense-t-il faire de l'école le creuset de l'unité de la nation à reconstruire après la défaite. Aujourd'hui ce rôle constituant de l'école s'est dissipé face à l'individualisme qui envahit méthodiquement tous les comportements sociaux.

Un espace d'individuation et de création

On peut d'ailleurs se demander si toutes les pratiques d'espace public mises en œuvre non plus au sommet de la société ou à sa base, mais à sa périphérie, ne doivent pas être comprises comme des prothèses, nécessaires à l'affirmation individuelle de ceux à qui notre société n'accorde pas une reconnaissance subjective complète, à ceux supposés ne pas faire partie de la communauté nationale, à ceux suspectés d'anormalité ou de délinquance. Leur mise en perspective communautaire permettrait leur maintien dans la position assujettie qu'un minimum de gens doivent occuper pour le bon fonctionnement de la société. Il a été un peu naïvement affirmé que 20 % des jeunes n'avaient pas besoin où n'étaient pas capables d'avoir leur baccalauréat; c'est précisément avec ces jeunes que s'élabore dans les quartiers la question de l'espace public.

Prothèse lorsque référé à un projet nostalgique de repli de la société sur ses souvenirs, l'espace public n'est pas porteur en lui-même d'une autre signification que celle que lui confère sa mise en œuvre. Mais quel que soit le contexte, porteur ou non, l'espace public fait d'abord œuvre de composition et non de représentation. Il se présente quand la communauté pose

problème, quand plusieurs communautés sont forcées de se rassembler et amenées à en former une nouvelle; ensuite il se survit et s'amenuise dans la représentation.

Il en va de même des œuvres d'art, qui à l'âge de leur reproductibilité technique, en sont réduites à se jauger à leur valeur financière, au mépris des projets humains singuliers qui les ont produites. Or le projet artistique est aussi composition entre des origines, des communautés diverses, médiation entre l'individuel et le collectif, entre l'universel et le mythique. Les artistes sont individuellement des intercesseurs, des passeurs d'un état du monde à un autre, alors que les espaces publics sont des agencements collectifs. Mais il y a interaction entre artistes et espaces publics. Les salons du XVIII^e siècle se sont réunis autour des œuvres en train de s'écrire, des peintures exposées : l'art n'en était pas l'enjeu, mais plutôt le prétexte, le fil inducteur et peut-être la représentation. Aujourd'hui dans les banlieues l'art est appelé à s'exprimer, présence humaine forte dans ces lieux déshérités, force d'attraction économique peut-être. La posture artistique côtoie celle de production d'un espace public par sa dimension créatrice et la volonté de partage de l'émotion individuelle. L'artiste travaille pour le public même si celui-ci l'ignore; mais face à ce public il affirme l'attente d'un échange; il institue. C'est ce que produit, aussi microscopique soit-il, le fonctionnement d'un espace public. Il ne s'agit donc pas d'un accompagnement social de l'individualisme méthodique, car ce dernier opère toujours, par construction, dans des jeux à somme nul. L'espace public, comme l'artiste, au contraire, entend toujours créer de la richesse, excéder la communauté, faire advenir l'humanité.

Anne QUERRIEN